



Le président de la République, le Premier ministre et de nombreux ministres sont en pleine campagne des régionales en Haute-Saône, pour officiellement les Assises de la ruralité. Les visites cosmétiques des membres du gouvernement en Franche-Comté n'y changeront rien : leur politique libérale un échec !

Les agriculteurs peinent à vivre du fait de prix cassés par la grande distribution, d'un modèle agricole centré sur le productivisme et les exportations, du fait du dumping social des agriculteurs allemands qui font travailler des travailleurs détachés, du fait de la fin des tarifs fixés du lait, de l'absurde conflit avec la Russie qui ferme le marché à de nombreux exploitants, du fait d'une politique agricole commune qui a trop longtemps favorisé la sur-production, et qui se tourne trop lentement vers une agriculture écologique et responsable. Les accords de la filière et les engagements du gouvernement pris cet été ne modifieront en rien la donne.

Dans les zones rurales, la désertification médicale, scolaire, et d'habitants se poursuit. Il y a moins d'emplois, donc les gens partent, donc il y a de moins en moins de services publics et de médecins, donc les gens ne s'installent pas ! Il faut briser ce cercle vicieux en créant véritablement des postes d'enseignants, en régulant véritablement la géographie médicale, en décidant l'installation d'infrastructures publiques d'Etat, synonymes d'emplois directs et indirects, au lieu de supprimer des postes dans des bases militaires comme à Luxeuil. Les Bourguignons, les Franc-Comtois, les Français ne veulent plus d'effets d'annonce, ils veulent des actes.

Et ce n'est pas avec une réforme du travail qui placera l'accord de branche au-dessus de la loi

que le gouvernement résoudra le problème du chômage ! Avec des taux de syndicalisation faibles, avec des bassins de vie où les entreprises sont trop peu nombreuses, il est clair que le rapport de force entre salariés et patronat est à l'avantage de ce dernier. Les salariés n'auront pas d'autre choix que de signer des accords d'augmentation du temps de travail, de baisse des salaires, de flexibilité des horaires. Malgré cela, les garanties d'embauche de nouveaux salariés sont inexistantes !

Le gouvernement dessine une société dans laquelle les salariés sont corvéables à merci, les agriculteurs ballotés dans la concurrence internationale, dans laquelle la France est construite autour d'hyper-métropoles urbaines au centre de grandes régions en compétition permanente entre elles.

Je refuse ce modèle de société. Je refuse que François Hollande en fasse la promotion en Haute-Saône.